



LES BANQUETS ont jalonné l'histoire républicaine et révolutionnaire. Fraternelles, civiques ou républicains, les qualificatifs que l'on a pu leur donner en dissimulaient la dimension politique. Déjà pratiqués pendant la Révolution de 1789, les banquets ont joué un rôle crucial dans les révolutions de 1830 et 1848 pour propager la parole républicaine. En 1848, la campagne des banquets crée les conditions du lancement d'une révolution qui clôturera la parenthèse monarchique en France.

LE 14 JUILLET, fête nationale depuis 1880, commémore la prise de la Bastille en 1789. Mais le souvenir de la Révolution n'est pas teinté de la même manière pour tout le monde. Certains y voient le soulèvement heureux d'un peuple qui se libère des archaïsmes féodaux. D'autres, révisionnistes, réactionnaires ou simplement contre-révolutionnaires, y voient la défaite d'un idéal monarchique dans lequel ils se projettent servilement ou se fantasment en puissants. Ils ne parviennent pas à communier avec leurs concitoyens autour du souvenir de l'assaut donné par des émeutiers sur une prison royale. C'est pourquoi il est convenu de laisser dire que le 14 juillet commémore la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790 qui elle-même commémore la prise de la Bastille du 14 juillet 1789. Cette Fête de la Fédération a vu le roi prêter serment de fidélité à la constitution de 1789, texte qui instaurait en France une monarchie constitutionnelle.

Un entre-deux diplomatique dont personne n'est dupe. Le 14 juillet ne commémore pas la commémoration d'un événement, il commémore cet événement directement. C'est en 1880 que Benjamin Raspail, député de gauche et fils de révolutionnaire, porta la loi d'instauration du 14 juillet comme fête nationale de telle manière qu'elle fut acceptée par tous. Les commémorations nationales procèdent parfois de mariages étonnants.

LE BICENTENAIRE de la Révolution, en 1989, voit s'affirmer une lecture de la Révolution fournie par l'historien contre-révolutionnaire et journaliste politique François Furet. Idéologue du « ni de droite ni de gauche », il créa en 1982 la fondation Saint-Simon, un think tank qui œuvrait à rapprocher universitaires et grands patrons pour convaincre la gauche, tout juste au pouvoir, des bienfaits du libéralisme. On y fustige « l'État-providence » qui pratique « l'assistanat » et dont l'irresponsabilité mènerait à la faillite.

On se doute qu'une vision de la Révolution promue dans ce contexte ne loue pas les conquêtes sociales. Le mot d'ordre en est la liberté plutôt que l'égalité : liberté d'entreprendre, liberté de marché. L'égalité est vue comme l'apanage des historiens à tendances marxistes, dont Michel Vovelle, directeur du comité scientifique du Bicentenaire en conflit avec Furet. Ce dernier n'avait aucun rôle officiel, mais des relais d'influence puissants.

LA VISION DE FURET s'est construite en partie en réaction aux lectures marxistes qui faisaient de 1789 un pré-1917. Furet occulte la dimension sociale pour expliquer la révolution à la lumière des massacres qu'elle a engendrés. Le totalitarisme se cacherait par essence dans les avancées sociales dont la promotion est taxée de populiste ou d'utopiste.

Surinterprétant sa désillusion communiste des années 1950, Furet déclarera « la Révolution est finie », sous-entendant qu'il faut cesser les vaines querelles politiques issues de 1789 entre gauche et droite pour enfin gouverner sans idéologie. Son influence, avec la fondation Saint-Simon, servira au développement du néolibéralisme dans la gauche française qui sera de plus en plus poreuse aux idées selon lesquelles l'état distribuerait trop d'argent, les privatisations et la concurrence libre seraient bénéfiques pour la société. Et en toile de fond, la maxime méprisante voulant que les « Français haïssent l'air qu'ils respirent ».

La fondation Saint-Simon sera dissoute en 1999, ses dirigeants estimant avoir rempli leur mission d'influence.